

L'AG des grévistes de Toulouse exige la démission de Jean-Michel Blanquer

Le scandale du bac 2019 a révélé au grand public le mépris du ministre envers les élèves, les familles, les enseignant.e.s, mais également son autoritarisme intransigeant et les malhonnêtetés auxquelles il est prêt pour ne pas perdre la face.

Les prises de position radicales de Jean-Michel Blanquer, ses déclarations mensongères, son refus de toute écoute et de tout dialogue ont conduit le mouvement social que nous portons depuis plusieurs mois à une crise aiguë : le ministre porte l'entière responsabilité d'un examen sabordé au cours duquel le principe d'égalité a été bafoué, les candidat.e.s maltraité.e.s, les chefs d'établissement à la tête des centres d'examen poussés à la faute.

Si le bac a pu sembler l'acmé du conflit social qui sévit dans l'Éducation Nationale depuis plusieurs mois, c'est du fait de l'importance que l'institution accorde à cet examen, c'est également à cause de l'enlisement auquel a conduit la surdité du ministre. Le « fiasco » du baccalauréat n'est toutefois qu'un épisode d'une mobilisation de plus grande ampleur. Les correcteurs-trices grévistes ne sont pas une minorité agissante à laquelle médias et ministère ont voulu réduire le mouvement. Le mécontentement face aux réformes Blanquer anime l'ensemble du personnel de l'Éducation Nationale, des enseignant.e.s aux AESH, en passant par les AED, tous degrés confondus. Il intègre les lycéen.ne.s qui, mobilisé.e.s en novembre, ont fait les frais d'une cinglante répression que nous avons, par la suite, subi à notre tour. Ce mécontentement n'a pas éclos au printemps alors que le bac se profilait à l'horizon : il s'enracine dans notre attachement à une école juste, égalitaire, accessible à tou.te.s, émancipatrice. On a pu en voir les prémices dans le soutien aux étudiant.e.s et aux universitaires mobilisé.e.s en 2018 contre Parcours sup, elles et eux aussi brimé.e.s et réprimé.e.s. Puis il s'est manifesté, dès la rentrée 2018, par des occupations de lycées, des démissions de profs principaux, des grèves répétées jusqu'à celle reconductible votée à Toulouse, en AG, le 9 mai.

Certes, tout le personnel de l'Éducation Nationale n'est pas entré en grève reconductible. Mais quand la profession se précarise, quand les menaces de sanction s'intensifient, entrer en grève, surtout sur une longue durée, est parfois un engagement difficile. Si Jean-Michel Blanquer se satisfait d'une adhésion par la terreur, si telle est sa définition de la confiance, alors cette position est révélatrice du *management* qu'il met en place pour gérer l'Éducation Nationale.

L'épisode du bac 2019 aura néanmoins révélé la solidarité de la profession, majoritairement unie face à l'intransigeance honteuse d'un ministre en qui plus personne n'a confiance : beaucoup de collègues se sont mis.es en grève le jeudi 04 juillet, ont refusé de participer à des *ersatz* de jurys, ou ont signé des motions pour signifier leur désapprobation face à des méthodes illégales et malhonnêtes.

La profession sort plus unie de ce conflit, plus déterminée à poursuivre, dès la rentrée, sa mobilisation contre des réformes qui cassent l'école. L'AG des grévistes de Toulouse réaffirme les revendications qu'elle porte depuis le début du mouvement : retrait des réformes Blanquer, titularisation des précaires, paiement des jours de grève et des vacances pour les contractuel.le.s, augmentation des salaires. Elle exige, en outre, la démission de Jean-Michel Blanquer et l'ouverture de véritables négociations avec un.e ministre nouvellement nommé.e. Enfin, elle demande que les dossiers de tou.te.s les candidat.e.s recalé.e.s au bac soient intégralement réexaminés, et ce afin d'essayer de rétablir une justice foulée aux pieds par le ministre.

L'AG des grévistes de Toulouse, réunie ce 08 juillet 2019.